

Comité Syndical du 24 mars 2022

L'an deux mille vingt deux, le vingt-quatre mars à dix-huit heures, le Comité du Syndicat, régulièrement convoqué, s'est réuni dans la salle polyvalente de Publier sous la Présidence de Géraldine PFLIEGER, Présidente.

Délégués titulaires présents / votants :

ANTHONIOZ-TAVERNIER Elisabeth, ARMINJON Christophe, BERTHIER Marie-Pierre, BOCHATON Jean-Marc, CHESSEL Pascal, CHUINARD Claire, COLOMER Gérard, COTTET Sophie, DEAGE Joseph, DETURCHE Sandrine, GERDIL Frédéric, GILLET bruno, LACHAT Hervé, MEDORI Ange, MORAND Jean-Claude, MORIAUD Pascale, MUFFAT Michel, MUFFAT Sophie, OUCHCHANE Zohra, PFLIEGER Géraldine, PODEVIN Christian, TERRIER Jean-Claude, THOMAS Gil.

Délégués suppléants présents / votants :

SECHAUD Geneviève, VIOLLAND Anne-Cécile, PERTUISET Laurent, BOZONNET Justin, PAUTHIER Marie-Françoise, DUVAND Florence, MUFFAT Jean-François, MICHAUD Marie-Christine, HAUTEVILLE Laurent, FABRE Rémy.

Absents excusés :

BURGNARD Pascal donne suppléance à Mme SECHAUD,
BURNET Jacques donne suppléance à Mme VIOLLAND,
GIRARD Marie-Pierre donne suppléance à M. PERTUISET,
GUILLARD Jean donne suppléance à M. BOZONNET,
LANG Isabelle donne suppléance à Mme PAUTHIER,
LEI Josiane donne suppléance à Mme DUVAND,
LOMBARD Gérald donne suppléance à M. MUFFAT,
MARTINERIE Catherine donne suppléance à Mme MICHAUD,
MARULLAZ Aube donne suppléance à M. HAUTEVILLE,
VENNER Laetitia donne suppléance à M. FABRE,
ASNI-DUCHENE Isabelle donne pouvoir à Mme BERTHIER,
BONDAZ Bernard donne pouvoir à Mme DETURCHE.
DEVILLE François donne pouvoir à M. THOMAS,
MATHIAN Noel donne pouvoir à M. GERDIL,
MAXIT Monique donne pouvoir à M. COLOMER.

Secrétaire de séance : OUCHCHANE Zohra

Nombre de titulaires en exercice : 55 délégués

Nombres de délégués titulaires présents : 23

Nombres de délégués suppléants présents : 10

Nombre de pouvoirs : 5

Nombres de votants : 38

Convocation : 17 mars 2022

Point n°3 – Affectation des résultats – Budget général 2021

Monsieur Géraldine PFLIEGER, Présidente, rapporteur, informe l'assemblée qu'en application des dispositions de l'instruction comptable M14, il convient d'affecter les résultats de la gestion de l'exercice 2021, à reprendre sur l'exercice 2022.

Considérant qu'il y a lieu de prévoir l'équilibre budgétaire,
Statuant sur l'affectation des résultats de l'exercice 2021,

Constatant que le compte administratif 2021 fait apparaître :

- Un résultat de l'exercice excédentaire en fonctionnement : + 89 767,47 €
- Un excédent reporté de : + 1 058 196,37 €
- **Soit un excédent de fonctionnement cumulé de : + 1 147 963,84 €**
- Un résultat de l'exercice déficitaire en investissement : - 868 335,66 €
- Un excédent reporté de : + 936 304,29 €
- **Soit un excédent d'investissement de : + 67 968,63 €**

Considérant les restes à réaliser s'élevant à **998 988,06 €** en recettes et **1 243 651,30 €** en dépenses,

Le Comité Syndical à l'unanimité des membres présents ou représentés après avoir approuvé le compte administratif de l'exercice 2021 ce même jour, de se prononcer favorablement sur :

- **L'ARRET DES RESTES A REALISER** en recettes à hauteur de **998 988,06 €** (subventions et participations à recevoir) et en dépenses à hauteur de **1 243 651,30 €** (diverses dépenses d'investissement),
- **LA REPRISE** de l'excédent d'investissement soit **67 968,63 €** au compte **001** section d'investissement du budget 2022,
- **L'AFFECTATION** de l'excédent de fonctionnement soit **1 147 963,84 €** comme suit :
 - **176 694,61 €** au compte **1068** excédents de fonctionnement capitalisés,
 - **971 269,23 €** au compte **002**, report à nouveau, en section de fonctionnement du budget 2022.

Ces résultats seront repris conformément à l'affectation indiquée ci-dessus dans le cadre du vote du budget primitif 2022



La Présidente,


Géraldine PELIEGER

Acte certifié exécutoire après télétransmission le / /2022 et affichage le / /2022

Le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que la présente délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif dans un délai de deux mois à compter de la présente notification.